

SSEMBLEE  
GENERALEDistr.  
GENERALE

A/3858/Add.2

22 août 1958

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS-  
FRANCAIS

Treizième session

## LIBERTE DE L'INFORMATION

Vues et suggestions des gouvernements concernant le projet de convention  
relative à la liberté de l'informationRapport du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur d'informer l'Assemblée générale que les Gouvernements de l'Afghanistan et de la Belgique ont communiqué, conformément à la résolution 1189 A (XII), leurs vues et suggestions concernant le projet de convention relative à la liberté de l'information.

## AFGHANISTAN

"Le Gouvernement de l'Afghanistan réaffirme son intention d'accepter, en principe, le projet de convention relative à la liberté de l'information. Il juge nécessaire que l'Assemblée générale adopte ce projet aussitôt que possible à sa treizième session et il regrette que la décision finale à ce sujet ait été différée. Le Gouvernement afghan exprime l'espoir que l'Assemblée générale pourra, avec la collaboration de tous les Etats Membres, achever l'examen de cette question à sa prochaine session.

## OBSERVATIONS GENERALES

PréambulePremier paragraphe

Le Gouvernement afghan approuve ce paragraphe sous sa forme actuelle.

Deuxième paragraphe

Le Gouvernement afghan estime que si ce paragraphe se bornait à rappeler que la liberté de l'information et la liberté d'expression sont des droits fondamentaux de l'homme, il se limiterait au plan national. L'Afghanistan

approuve le principe du libre échange des informations mais il lui semble préférable de mentionner l'échange international des informations et la nécessité de cet échange dans un paragraphe distinct qui constituerait le troisième paragraphe du préambule. Le deuxième paragraphe serait ainsi conçu :

"Considérant que la liberté d'expression, la liberté de l'information et la liberté d'opinion sont des droits fondamentaux;".

Le troisième paragraphe serait rédigé comme suit :

"Considérant que le libre échange des informations et des opinions sur le plan national comme sur le plan international est essentiel à la démocratie, à la cause de la paix et au progrès dans les domaines politique, social et économique;".

Cette suggestion ne modifierait en rien l'objet essentiel du deuxième paragraphe du préambule et améliorerait la présentation du texte en établissant un lien entre les deux premiers paragraphes. De plus, le nouveau paragraphe se rattacherait logiquement au paragraphe qui suit.

Troisième paragraphe (texte original)

Le Gouvernement afghan approuve ce paragraphe, qui deviendrait le quatrième paragraphe du préambule.

Quatrième paragraphe (texte original)

Le Gouvernement afghan approuve ce paragraphe, qui deviendrait le cinquième paragraphe du préambule.

Articles

Article premier

Le Gouvernement afghan approuve les alinéas a) et b) de cet article.

Article 2

Le Gouvernement afghan approuve cet article.

Article 3

Le Gouvernement afghan approuve cet article.

/...

Article 4 Le texte de cet article, qui a trait au droit de réponse, est faible et vague. Le Gouvernement afghan ne peut donc l'accepter et se réserve de l'examiner à la prochaine session de l'Assemblée générale.

Article 5 Le Gouvernement afghan approuve en principe cet article.  
L'alinéa d) est important parce qu'il constitue l'une des bases de l'article 4. Le Gouvernement afghan se réserve de revenir sur ce point.  
L'alinéa e) est vague. D'une manière générale, il conviendrait d'examiner le rapport qu'il y a entre cet alinéa et les buts que vise la création d'organismes d'information non officiels.

Article 7 Le Gouvernement afghan approuve en principe cet article.

Article 8 Le Gouvernement afghan approuve cet article.

Article 9

Alinéa a) En principe le Gouvernement afghan accepte cet alinéa. Il y est question du droit, pour tout Etat, de refuser à n'importe qui l'accès de son territoire. Ce droit devrait aussi s'appliquer à l'importation de certaines publications. Le Gouvernement afghan propose en conséquence d'ajouter, après les mots "la durée de son séjour", les mots "ou d'interdire l'importation sur son territoire de n'importe quelle publication".

Alinéa b) Le Gouvernement afghan approuve cet alinéa.

Article 10 Le Gouvernement afghan approuve en principe cet article.

Article 11 Le Gouvernement afghan approuve cet article.

Article 12 Le Gouvernement afghan approuve cet article.

Article 13

Alinéa a) Le Gouvernement afghan approuve cet alinéa en principe. A propos du droit de signer la convention qu'aurait automatiquement tout Etat invité à la Conférence de 1948, le Gouvernement afghan se réserve de revenir sur ce point devant l'Assemblée générale.

Alinéa b) Le Gouvernement afghan accepte cet alinéa.

/...

Article 14

L'alinéa a) de cet article est lié à l'alinéa a) de l'article 13.

Le Gouvernement afghan approuve l'alinéa b).

Article 15

Le Gouvernement afghan approuve cet article.

Article 16

Le Gouvernement afghan approuve cet article.

Article 17

Le Gouvernement afghan approuve cet article.

Article 18

Le Gouvernement afghan approuve cet article.

Article 19

Le Gouvernement afghan approuve cet article."

**BELGIQUE**

"Le Gouvernement belge estime, d'une façon générale, que le texte du projet en question peut être considéré comme satisfaisant.

L'article 3 notamment garantit que la liberté de la presse, inscrite dans notre Constitution, ne sera pas affectée par la convention.

Il ne paraît toutefois pas certain que l'application de celle-ci soit susceptible d'écarter tous les abus. Aussi, le Gouvernement belge désire-t-il formuler les observations suivantes :

- 1) Si la rédaction de l'article 1 donne des satisfactions, il est regrettable que sa portée soit affaiblie par le paragraphe a) de l'article 9;
- 2) L'article 2, consacré aux limitations de la liberté de l'information, comporte un paragraphe trop vague et ouvrant la porte à l'arbitraire. Il s'agit du paragraphe g), prévoyant l'introduction de limitations 'en ce qui concerne les expressions d'opinions qui portent atteintes à la réputation d'autrui';
- 3) L'article 5 prévoit que les Etats contractants 'encourageront' l'établissement et le fonctionnement d'organisations non officielles en vue de répandre des informations et des opinions dans le public.

/...

Si cet 'encouragement' vise l'octroi de subsides, il paraît entraîner un certain contrôle gouvernemental, tel qu'il existe déjà pour la radio et la télévision dans plusieurs pays.

Les gouvernements devraient peut-être assumer de ce fait une responsabilité accrue, et il deviendrait plus difficile à la presse d'exprimer des opinions indépendantes et de les faire accepter par le public."

[Le Gouvernement belge a également communiqué le texte des dispositions légales relatives à la liberté de l'information en Belgique.]

-----